

D'« anciens » militaires français parmi les jihadistes de Daesh

RÉSEAU VOLTAIRE INTERNATIONAL | 21 JANVIER 2015

ESPAÑOL



Le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a confirmé les informations de Radio France International selon qui une dizaine d'« anciens » militaires français combat actuellement aux côtés des jihadistes. Il a en outre précisé qu'il s'agissait là de cas extrêmement rares.

Dans ce cas comme dans les précédents, tous les « anciens » militaires français impliqués aux côtés des jihadistes étant soit des légionnaires, soit des membres de la DGSE, le ministre aurait pu diligenter une enquête administrative sur le recrutement de jihadistes au sein de ces deux unités. Il n'en a rien fait.

Pour notre part, nous confirmons que ces « anciens » militaires n'obéissent plus au ministère de la Défense, mais sont en mission de l'Élysée, à la demande expresse du général Benoît Puga, chef d'état-major du président de la République (photo).

Déjà, en février 2012, 19 militaires français avaient été arrêtés en Syrie alors qu'ils encadraient les jihadistes de l'« Armée syrienne libre » [1]. Ils avaient été relâchés en deux fois dans le cadre d'un accord politique conclu avec le président Sarkozy lors de la libération de Baba Amr où la France avait installé un Émirat

islamique. Venu accueillir lui-même à la frontière syro-libanaise les premiers prisonniers relâchés, l'amiral Édouard Guillaud, chef d'état-major des armées françaises, avait prétendu qu'il s'agissait d'« anciens » légionnaires. Cependant, le matériel de communication Otan dont ils disposaient lors de leur arrestation ainsi que les honneurs qui leur furent rendus par l'amiral attestent qu'il n'en était rien.

En janvier 2014, la France et la Turquie avaient armé al-Qaïda pour attaquer l'Émirat islamique en Irak et au Levant (ÉIIL), ainsi que l'atteste un document présenté par l'ambassadeur de Syrie à l'Onu et dont l'ambassadeur de France Gérard Araud n'a pas contesté l'authenticité [2]. Il s'agissait alors d'empêcher le plan états-unien de création d'un Kurdistan indépendant en Irak et au Nord de la Syrie. Mais à la suite d'un accord avec les États-Unis, en mai 2014, la France cessait les hostilités contre l'ÉIIL et envoyait un encadrement militaire. En juin 2014, l'ÉIIL devint l'Émirat islamique (Daesh), proclama le califat et nettoya ethniquement une partie de l'Irak. Durant les bombardements de la Coalition anti-Daesh, Paris et Washington veillaient à repousser les islamistes sur la ligne qui leur avait été attribuée (plan Wright), sans leur infliger de perte substantielle. Quoi qu'il en soit, en novembre 2014, les États-Unis profitaient de cette opération pour éliminer David Drugeon, que la presse états-unienne présentait avec insistance comme un officier de la DGSE incorporé au sein d'al-Qaïda [3].

Les derniers anciens militaires français tués lors de combats contre l'armée de la République arabe syrienne l'ont été en avril 2014, alors qu'ils attaquaient le village chrétien de Sadniyé à la tête d'éléments d'al-Qaïda. Une dizaine de corps avaient été retrouvés portant chacun notamment un drapeau français tatoué à l'épaule.

[1] « [La débâcle de Syrie](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 4 avril 2012.

[2] Lire l'intervention de Bachar Ja'afari in « [Résolution 2165 et débats \(aide humanitaire en Syrie\)](#) », *Réseau Voltaire*, 14 juillet 2014.

[3] David Drugeon était probablement l'officier traitant des Frères Kouachi responsables du massacre de *Charlie Hebdo*. Cf. « [Selon McClatchy, Mohammed Mehra et les frères Kouachi seraient liés aux services secrets français](#) », *Réseau Voltaire*, 9 janvier 2015.

